

*Article 31 du Règlement**[Traduction]***LE PROJET DE LOI C-21**

L'honorable Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Monsieur le Président, en conséquence du projet de loi C-21, mesure proposée par le gouvernement en vue de réduire les prestations de l'assurance-chômage, Terre-Neuve perdra 82,7 millions de dollars, l'Île-du-Prince-Édouard, 15,5 millions, la Nouvelle-Écosse, 42,1 millions, et le Nouveau-Brunswick, 64,8 millions.

Le gouvernement prétend que ces fonds qui, à l'origine, servaient à aider les chômeurs à faire leur marché et à payer leur loyer, seront cette fois destinés au perfectionnement et à la formation. Or, ce projet de loi ne renferme aucune disposition prévoyant que cet argent sera remis aux provinces dont on aura coupé les crédits au titre de l'assurance-chômage.

Pourquoi le gouvernement ne modifie-t-il pas ce projet de loi de façon à s'assurer que les 800 millions de dollars puisés dans la caisse de l'assurance-chômage aux fins du perfectionnement seront répartis proportionnellement entre les provinces où le taux de chômage est le plus élevé par rapport au reste du Canada?

* * *

LE PROJET DE TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Brian O'Kurley (Elk Island): Monsieur le Président, la population d'Elk Island sait que le déficit et la dette nationale du Canada constituent des problèmes graves. Nous nous rendons tous compte que le combat à mener pour faire baisser le déficit n'est pas facile. Nous savons que nous ne pouvons pas simplement transmettre ce fardeau à nos enfants pour qu'ils s'en occupent à l'avenir. C'est maintenant que nous devons agir.

Ces dernières semaines, les habitants d'Elk Island ont beaucoup parlé de fiscalité. Les gens m'ont dit que le fardeau fiscal est trop lourd à porter. S'il nous faut modifier la taxe de vente fédérale pour combattre cet énorme déficit, si nous devons accepter la TPS, il nous faut en même temps réduire les dépenses.

Le gouvernement du Canada doit prendre de dures décisions de gestion. Il doit se débarrasser du gaspillage, éliminer tout ce qui n'est pas utile, réduire les dépenses et améliorer le régime fiscal.

Travaillons ensemble pour réduire le déficit. Travaillons tous ensemble dans le pays pour bâtir une économie plus vigoureuse. Travaillons ensemble pour édifier un Canada plus fort.

LA RÉFORME DU SÉNAT

Mlle Deborah Grey (Beaver River): Monsieur le Président, je veux attirer l'attention de la Chambre sur le pas de géant qu'est en train de faire l'Alberta, ma province, sur le plan politique. Après plus d'un siècle sans qu'une mesure importante ne soit prise pour réformer le Sénat, le gouvernement et les habitants de l'Alberta passent enfin à l'action.

Le 16 octobre, les Albertains iront aux urnes pour élire la personne qu'ils voudraient voir nommée sénateur. Six éminents Albertains ont posé leur candidature, y compris le représentant de mon parti, le réformateur Stan Waters.

Une poignée de ministres et de députés conservateurs ont jugé bon de lutter contre ce processus et contre la réforme sénatoriale en général. Cependant, je suis convaincue que le premier ministre se joindra aux pionniers politiques de l'Alberta et appuiera cette initiative en nommant sans tarder le premier sénateur à siéger avec le consentement du peuple.

* * *

LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

M. Guy H. Arseneault (Restigouche—Chaleur): Monsieur le Président, de toutes les belles paroles que nous sert le premier ministre sur ce que son gouvernement et lui font pour la région de l'Atlantique, il ressort que les mesures de ce gouvernement sont préjudiciables à cette région et qu'elles creusent davantage les inégalités régionales.

[Français]

D'après une étude faite par le Conseil économique des provinces de l'Atlantique, les fonds pour l'aide industrielle en provenance du gouvernement fédéral ont constamment diminué depuis que les conservateurs sont arrivés au pouvoir. De plus, en 1987, le montant de ces subventions est tombé sous la moyenne nationale.

En outre, le Canada Atlantique recevait en 1980 une somme de 2 milliards de dollars en aide fédérale comparativement à 4,4 milliards de dollars pour le reste du pays. En 1987, cette somme était réduite à 631 millions de dollars, tandis que le reste du pays recevait 8,2 millions de dollars d'aide fédérale.

[Traduction]

Est-ce cela que le premier ministre entend par développement régional, monsieur le Président? Comment le premier ministre peut-il concilier cette triste vérité avec